

Document

Quitter l'euro pour sortir de la crise, préconise un économiste portugais

(AFP)

01.06.2013

Tôt ou tard, le Portugal sera confronté à sa sortie de l'euro. C'est inévitable!", affirme un économiste portugais dans un livre à succès qui répond de manière iconoclaste aux craintes de ses compatriotes que leur pays, sous assistance financière, ne puisse jamais sortir de la crise.

Joao Ferreira do Amaral en est persuadé : pour sortir de la crise il suffit de sortir de l'euro comme il l'expose dans "Pourquoi devons nous quitter l'euro" (Porque devemos sair do Euro), paru en avril et qui, vendu en un mois à 8.000 exemplaires, figure parmi les meilleures ventes au Portugal.

"Cette sortie devra se faire quand la zone euro sera stabilisée, dans deux ou trois ans" et de "manière ordonnée", a-t-il expliqué dans un entretien à l'Afp.

Le retour à l'escudo, la monnaie nationale, doit être annoncée, selon lui, en concertation "avec les gouvernements européens, Bruxelles et la Banque centrale européenne qui continuerait dans un premier temps à financer les banques portugaises".

Au Portugal, la notoriété de Joao Ferreira do Amaral est déjà ancienne. Elle remonte aux années 90 quand l'économiste, ex-conseiller du président socialiste Mario Soares, s'était opposé à l'entrée du pays dans la zone euro, réalisée début 1999 après son intégration à l'UE en 1986.

"Je voyais déjà que l'économie portugaise serait inévitablement affectée par l'adhésion à cette monnaie", assure cet ancien professeur d'économie de 65 ans, aujourd'hui à la retraite, après avoir enseigné dans plusieurs universités portugaises.

En approuvant l'entrée dans la zone euro, "sans référendum", le parlement "renonçait à un instrument essentiel de son autonomie politique: l'émission monétaire", précise l'économiste dans son ouvrage.

"L'euro est une monnaie forte. Or, notre structure économique est peu compétitive. Dans ces conditions, l'économie ne peut pas croître. Et depuis que nous avons adopté l'euro, cette monnaie n'a eu de cesse de se valoriser", a-t-il ajouté.

D'après lui, ces conséquences négatives se sont accentuées depuis que le pays bénéficie d'un programme d'assistance financière de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) en échange d'un programme de rigueur draconien destiné à assainir ses finances.

Mais cette cure d'austérité, appliquée depuis deux ans, a aggravé la récession et fait exploser le chômage qui avoisine le taux record de 18%.

"Nous avons atteint la limite de l'austérité pour équilibrer nos finances publiques", affirme l'économiste. D'où, selon lui, le dilemme du gouvernement de centre-droit : "S'il augmente les impôts, les recettes diminuent. S'il coupe dans les dépenses publiques, la récession s'aggrave et les déficits se creusent", résume-t-il.

Pour assainir ses finances et relancer l'économie, "le pays a besoin d'investissements. Le meilleur moyen d'encourager les investisseurs est de dévaluer la monnaie", poursuit-il.

Conscient qu'une sortie de l'euro pourrait provoquer une "hausse de l'inflation", l'économiste n'y voit pas que des inconvénients. "L'inflation ne veut pas forcément dire un recul de niveau de vie... Elle serait alors compensée par la croissance", observe-t-il.

Les créanciers du Portugal gagneraient également à ce qu'il quitte la zone euro, car "si le pays commence à croître il sera en mesure de dégager plus de recettes fiscales" et "pourra rembourser plus rapidement sa dette", qui devrait atteindre les 132% du PIB en 2014, selon les dernières estimations de l'OCDE.

Même s'il reconnaît aller pour le moment à contre-courant, M. Ferreira do Amaral note avec satisfaction que son ouvrage a reçu un accueil "positif" même si, selon les sondages, une large majorité de Portugais reste encore attachée à la monnaie unique.

"On voit bien qu'il y a aujourd'hui une plus grande ouverture pour débattre de cette question. C'est la fin d'un tabou et pas seulement au Portugal!", conclut-il.